



**PRÉFET  
DE LA SARTHE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction de la Coordination  
des Politiques Publiques  
et de l'Appui Territorial**  
Bureau de l'environnement et de l'utilité  
publique

**Direction Régionale de  
l'Environnement, de l'Aménagement et  
du Logement des Pays-de-la-Loire**  
Unité interdépartementale Anjou-Maine

**Arrêté n°DCPPAT 2026- 0064 du 26 FEV. 2026**

**OBIET : Installations Classées pour la Protection de l'Environnement  
Société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE – Le Mans  
Mise en demeure**

Le Préfet de la Sarthe  
Chevalier de l'ordre national du Mérite ;

**Vu** la Directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil du 24 novembre 2010 relative aux émissions industrielles ;

**Vu** la Décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 établissant les conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière, au titre de la directive 2010/75/UE du Parlement européen et du Conseil, et publiée au Journal officiel de l'Union européenne du 4 décembre 2019 ;

**Vu** le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5, et R. 515-70 et suivants ;

**Vu** l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 relatif aux meilleures techniques disponibles (MTD) applicables à certaines installations classées du secteur de l'agroalimentaire relevant du régime de l'autorisation au titre des rubriques 3642 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** l'arrêté ministériel du 2 février 1998 relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

**Vu** l'arrêté préfectoral d'autorisation n°06-6684 du 21 décembre 2006 à la société YOPLAIT FRANCE pour l'exploitation d'une usine de fabrication de produits laitiers sur le territoire de la commune du Mans au 23 rue des Grandes Courbes et concernant notamment la rubrique 3642 (Traitement et transformation de lait) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement ;

**Vu** les arrêtés préfectoraux complémentaires n°2014035-0019 du 4 février 2014 et n°DCPPAT 2019-0325 du 27 décembre 2019 modifiant les conditions d'exploitation de l'arrêté préfectoral du 21 décembre 2006 pré-cité ;

**Vu** le quatrième alinéa de l'article 21.III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose :

*« Dans le cas d'une autosurveillance permanente (au moins une mesure représentative par jour), sauf disposition contraire, 10 % de la série des résultats des mesures peuvent dépasser les valeurs limites prescrites, sans toutefois dépasser le double de ces valeurs. Ces 10 % sont comptés sur une base mensuelle pour les effluents aqueux et sur une base de 24 heures pour les effluents gazeux. » ;*

**Vu** le premier alinéa de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé qui dispose :

*« Le raccordement à une station d'épuration collective, urbaine ou industrielle, n'est envisageable que dans le cas où l'infrastructure collective d'assainissement (réseau et station d'épuration) est apte à acheminer et traiter l'effluent industriel dans de bonnes conditions. » ;*

**Vu** l'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 susvisé, fixant les valeurs limites d'émissions dans les rejets d'eaux industrielles pour le site de YOPLAIT PRODUCTION FRANCE et en particulier pour les paramètres, visés par la présente mise en demeure, suivants :

- Demande Chimique en Oxygène (DCO) : 3000 mg/l en concentration et 7000 kg/j en flux ;
- Demande Biochimique en Oxygène pendant 5 jours (DBO5) : 1200 mg/l en concentration et 3000 kg/j en flux ;
- Phosphore total : 30 mg/l en concentration et 60 kg/j en flux.

**Vu** les niveaux d'émissions associés à la MTD 12 pour les émissions directes dans une masse d'eau réceptrice des conclusions sur les meilleures techniques disponibles dans les industries agroalimentaire et laitière susvisées ;

**Vu** l'indice XI du point 7.2 de l'annexe à l'arrêté ministériel de prescriptions générales du 27 février 2020 susvisé qui dispose :

*« Lorsque l'installation est raccordée à une station d'épuration collective :*

*Les valeurs limites de concentration sont fixées en sortie de l'établissement par arrêté préfectoral dans les conditions de l'article R. 515-65 III. »*

**Vu** le dossier de réexamen des dispositions d'exploitation transmis le 15 décembre 2020, complété en décembre 2023, février et novembre 2024, conformément aux articles R. 515-70 et suivants du code de l'environnement ;

**Vu** le plan d'actions de l'exploitant transmis par courriel du 3 décembre 2025 ;

**Vu** le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 30 décembre 2025 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

**Considérant** que lors de la visite en date du 21 novembre 2025, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

***De 2023 à 2025, des dépassements par rapport aux valeurs limites d'émissions en vigueur sur les rejets aqueux en sortie du site de YOPLAIT PRODUCTION FRANCE sont constatés, et en particulier pour la DCO, la DBO5 et le phosphore où cette non-conformité est observée en 2025 sur la concentration et le flux de ces paramètres.***

***Par ailleurs, l'exploitant n'est pas en mesure de justifier que le raccordement entre la station de traitement du site et la station d'épuration urbaine est apte à acheminer l'effluent industriel en vue de son traitement final. Des effluents traités partiellement peuvent être déversés directement dans le milieu naturel.***

**Considérant** que le premier constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 susvisé et du quatrième alinéa de l'article 21.III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE de respecter les prescriptions dispositions de l'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 susvisé et du quatrième alinéa de l'article 21.III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** par ailleurs que le réexamen des dispositions d'exploitation par rapport aux MTD adoptées par la Décision d'exécution (UE) 2019/2031 de la Commission du 12 novembre 2019 susvisée, et retranscrites dans les dispositions de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 susvisé, démontre que les valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 ne sont pas compatibles avec les objectifs d'émissions associées à la MTD 12 susvisée malgré le cumul du traitement des effluents industriels du site réalisé (station d'épuration YOPLAIT FRANCE PRODUCTION et station d'épuration urbaine) ;

**Considérant** qu'en conséquence les valeurs limites d'émissions fixées dans l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 doivent être révisées pour répondre à l'article R.515-65 III du code de l'environnement et respecter l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 27/02/2020 ;

**Considérant** qu'il convient d'intégrer cet objectif dans la mise en place de solutions techniques servant au retour à la conformité du site, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le deuxième constat constitue un manquement aux dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé ;

**Considérant** que face à ce manquement, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE de respecter les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé, afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

**Considérant** que le projet d'arrêté a été porté à la connaissance de l'exploitant par courrier du 30 décembre 2025 reçu le 5 janvier 2026, et que celui-ci a émis des observations par courriel du 9 février 2026 ;

**Sur** proposition de Madame la secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe ;

## **ARRÊTE**

**Article 1** - La société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE exploitant une installation de fabrication de produits laitiers sise 23 rue des Grandes Courbes sur la commune du Mans est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 susvisé et du quatrième alinéa de l'article 21.III de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en :

- transmettant, sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté, la solution retenue à l'inspection des installations classées pour assurer la conformité des rejets à l'article 4.3.2.2 de l'arrêté préfectoral et au point 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020, ainsi que les valeurs limites cibles en sortie de traitement ;
- procédant à la mise en exploitation de la solution retenue pour assurer la conformité des rejets à l'arrêté préfectoral complémentaire du 4 février 2014 et à l'article 7.2 de l'arrêté ministériel du 27 février 2020 dans un délai de 12 mois à compter de la transmission de la solution technique (point ci-dessus).

Le retour à la conformité est évaluée sur la base de données d'autosurveillance conforme sur 3 mois consécutifs.



**Article 2** – Dans le cadre du raccordement à une station d'épuration collective, la société YOPLAIT PRODUCTION FRANCE précitée est mise en demeure de respecter les dispositions de l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé en :

- transmettant, sous 3 mois à compter de la notification de l'arrêté, la solution retenue à l'inspection des installations classées pour assurer l'aptitude du réseau à acheminer l'effluent industriel vers son lieu de traitement final ;
- procédant à la mise en exploitation de la solution retenue pour assurer la conformité à l'article 34 de l'arrêté ministériel du 2 février 1998, dans un délai de 12 mois à compter de la transmission de la solution technique (point ci-dessus)..

**Article 3** – L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2, dans les mêmes délais.

**Article 4** - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L.171-8 du code de l'environnement.

**Article 5** – Conformément à l'article L. 171-11 du code de l'environnement, la présente décision est soumise à un contentieux de pleine juridiction.

Elle peut faire l'objet par l'exploitant :

- d'un recours administratif (gracieux auprès du préfet de la Sarthe ou hiérarchique auprès du ministre chargé de l'environnement), dans un délai de deux mois à compter de sa notification. L'exercice d'un recours gracieux ou hiérarchique suspend le délai du recours contentieux ;

- d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Nantes, soit directement dans le délai de deux mois à compter de sa notification, soit suivant le rejet d'un recours gracieux ou hiérarchique, issu de la notification d'une décision expresse ou par la formation d'une décision implicite née d'un silence gardé deux mois par l'administration.

La juridiction administrative compétente peut aussi être saisie par l'application télérecours citoyens accessible à partir du site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr)

**Article 6** - Le présent arrêté sera notifié à l'exploitant par lettre recommandée avec accusé de réception conformément à l'article R. 171-1 du code de l'environnement, cette décision sera publiée sur le site internet des services de l'État dans le département ([www.sarthe.gouv.fr](http://www.sarthe.gouv.fr)) pendant une durée minimale de deux mois.

**Article 7** - La secrétaire générale de la préfecture de la Sarthe, le maire du Mans, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement des Pays de la Loire et l'inspecteur de l'environnement spécialité installations classées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Le Préfet de la Sarthe,

~~Pour le Préfet,~~  
La Secrétaire Générale

Christine TORRES